

Remarques introductives sur la Gouvernance et le Développement par le Prof. Adebayo Adedeji (CFR), Président, Panel des Eminentes Personnes APR au 9eme Forum pour le Partenariat avec l'Afrique tenu à Alger, Algérie, le 12 Novembre 2007

**Le Président de la Première Session sur la Gouvernance et le Développement
Représentants Distingués du Gouvernement algérien
Membres du Comité Pilote du NEPAD
Mesdames et Messieurs**

C'est un rare privilège et honneur pour moi de m'adresser à vous aujourd'hui sur le thème crucial qu'est la Gouvernance et le Développement en Afrique.

Il y a eu, durant les deux années précédentes, une reconnaissance croissante que la gouvernance, la démocratie et le développement ne sont pas des variables indépendantes mais plutôt, reliées et interdépendantes.

Pendant longtemps, la tendance a été de traiter la démocratie et le développement comme des processus indépendants. Et, jusqu'à récemment, -dans les années 1990- la gouvernance n'a pas été considérée comme méritant une considération à part dans le discours politique relatif à la démocratie et au développement.

En effet, dans les milieux universitaires, le compartimentage, de ces concepts reliés est complété par leur division en disciplines séparées et distinctes –sciences politiques, administration publique et gestion et économie-.

Le développement concerne l'être humain. Comme il a été plus succinctement dit en 1985 par un aîné somalien de Baidoa, l'être humain a besoin de cinq choses (Voir Adedeji, 2007).

Premièrement l'eau, sans eau, une plante, un animal ou un bébé mourraient. Deuxièmement, la nourriture. Lorsque celle-ci n'est pas suffisante, la vie est misérable et courte. Troisièmement, la santé, une fois que l'eau et la nourriture sont disponibles –sans celles-ci l'être humain tomberait malade-. Quatrièmement, l'éducation, une fois que l'être humain a l'eau, la nourriture et la santé, il/elle a besoin d'apprendre, d'ouvrir de nouveaux horizons et de nouvelles possibilités. Il y a un cinquième point –la paix, l'ordre et la sécurité. Sans ces derniers, aucun des points de nécessité de base ne pourrait durer.

Cet anonyme Aîné somalien de Baidoa a démontré une compréhension plus profonde de ce qui est essentiel pour l'économie de développement que des supposés experts et faiseurs de politique. Il a clairement démontré que le développement ne relève pas de ce que nous économistes appelons fièrement indicateurs macroéconomiques ou agrégats pour embrouiller les non initiés.

Cependant, le développement concerne les êtres humains. Dans d'autres termes, nos ensembles macroéconomiques sont des outils dans l'arsenal des économistes, à utiliser afin d'atteindre des objectifs quantitatifs spécifiques qui pourraient contribuer au développement comme il est défini par l'Aîné mais s'ils ne sont pas proprement pris en charge, ils pourraient être un obstacle au développement en le rendant non durable.

Il existe sans nul doute, un lien organique entre la gouvernance et le développement. C'est comme le cheval et le transport ou les deux ailettes d'une paire de ciseaux. Sans l'un, l'autre ne peut être vraiment fonctionnel. En travaillant ensemble, ils vont promouvoir le progrès, la sécurité de l'homme et l'habilitation des volets économique et social.

Les opportunités pour des moyens durables de subsistance deviennent abondantes et inépuisables. La vie cessera d'être courte et brutale et la sécurité de l'homme deviendra une réalité nationale et acquise.

La bonne gouvernance est cependant contextuelle. Au moment où il est possible d'identifier les concepts et les pratiques qui sont universels, ils n'auraient de sens sans contexte. La leçon à tirer de la fin du 20ème siècle est qu'il y a quatre éléments de gouvernance qui sont essentiels pour faire avancer le processus de développement. Ces éléments sont:

La mise en place de systèmes réels de l'administration publique et de la gestion;

L'intervention systématique des gouvernements dans les processus de développement et de transformation;

Prendre tout l'avantage de l'héritage culturel d'une société qui par le passé l'a menée vers la cohésion et a renforcé l'instinct de groupe

Un haut niveau de discipline sociale et personnelle qui facilitera la frugalité et générera un haut niveau d'épargne nationale et de responsabilité collective.

Par conséquent, ceci représente un espace où le contexte et les particularités sont essentiels car les conditions spécifiques de chaque pays se composent de contraintes et d'opportunités pour réaliser une bonne gouvernance. Le défi auquel nous faisons face n'est cependant pas

d'universaliser mais plutôt de considérer chacun des pays comme étant unique et identifier les contraintes et les opportunités dans chacun et dans tous les cas afin d'éliminer les premières et de renforcer les dernières.

En conséquence, une bonne gouvernance exige la participation du peuple. Sans ce dernier, le processus démocratique n'avancera pas car il ne sera pas inspiré et guidé par une culture profondément enracinée dans la société.

A en juger notre histoire, la participation du peuple était encrée dans la culture africaine. La culture 'ubuntu' d'Afrique du Sud ainsi que l'existence répandue d'organisations à base de communautés en Afrique rurale a assuré la participation du peuple et a permis de vérifier et d'apporter des compensations en matière de gouvernance. En effet, en février 1990, l'Afrique a adopté la Charte Africaine pour la Participation du Peuple basée sur la conviction que la participation du peuple va guider le processus de démocratisation qui à son tour mènera vers un processus de bonne gouvernance et développement.

Dans des termes modernes d'aujourd'hui, ceci est en réalité le principe de subsidiarité qui soutient pleinement la déconcentration de l'autorité au niveau de la base pour ce qui est de la prise de décision et assurer de ce fait, une bonne gouvernance. Dans d'autres termes, là où le principe de subsidiarité est présent, la démocratie, la solidarité et la bonne gouvernance sont plus facilement réalisées. Ceci est, en effet, la vision du mécanisme d'évaluation des paires qui a été lui-même initié par le NEPAD.

En fait, trois développements se sont produits au début de ce millénaire qui ensemble devront fournir l'émergence d'une nouvelle Afrique. La transformation de l'Organisation de l'Unité Africaine vers l'Union Africaine, l'initiative du Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD) ainsi que l'institution du Mécanisme Africain d'Evaluation des Paires ont conjointement et plusieurs fois eu la promesse de mener vers l'émergence de la nouvelle Afrique de nos rêves.

Si toutes les parties jouaient leurs rôles envisagés, l'Afrique avancera de façon continue et sûre vers sa transformation.

D'ailleurs, les documents qui ont précédé la Neuvième Réunion du FPA montrent une tendance apparente à aller vers cette direction.

Dans cet esprit, les points suivants méritent d'être notés:

- 1) Sous le NEPAD les leaders africains se sont engagés à entretenir le développement économique du continent plus particulièrement à travers les projets régionaux et le renforcement des Communautés Economiques Régionales. Le besoin d'approfondir l'intégration régionale pour la réalisation de la transformation socio-économique du continent est un engagement partagé par tous les Pays africains sous le NEPAD. Donc, l'Afrique prend son engagement au sérieux, particulièrement en ce qui concerne l'incessante quête pour la paix, la sécurité et le développement socio-économique.
- 2) En avançant le partenariat avec le monde développé, l'Afrique attend un soutien de tout cœur de la part des pays de l'OCDE dans la réalisation de la transformation désirée. La

- 2) révision du rapport mutuel d'entrée en vigueur qui sera produit par le CENUA et l'OCDE le premier semestre 2008, montrera jusqu'où nous avons avancé dans le partenariat.
- 3) Les Objectifs de Développement du Millénaire ODMs ont été une stimulation pour agir. Cependant, la déclaration des ODMs implique que tous les pays sont à la même étape de développement. Mais comme nous le savons tous, ceci n'est pas le cas. Ils sont à des étapes différentes. Il est donc très difficile d'atteindre le même groupe d'objectifs en 2015. C'est comme des athlètes participant au 100 mètres et qui démarreraient à partir de points différents. Ca ne serait pas réaliste de s'attendre que les athlètes atteignent le point d'arrivée au même moment. Etant donné que l'Afrique n'était pas au même niveau que le reste du monde en ce qui concerne les huit objectifs spécifiques, le souci actuel de ne pas atteindre ces derniers a besoin d'être remplacé par le souci de savoir si oui ou non il y a une tendance discernable d'aller vers l'avant à une vitesse accélérée.
- 4) L'UA est actuellement engagée dans l'amélioration de l'efficacité de la livraison de tous ses organes avec la perspective de les renforcer. Ceci leur permettra de jouer un rôle réel dans la promotion et la mise en vigueur en conformité avec les valeurs partagées et les normes dans le cadre de la transformation politique et économique de l'Afrique.
- (5) Le MAEP est à présent largement reconnu comme un parcours de succès. Ayant le privilège d'avoir servi au sein du Panel APR dès son commencement, nous sommes très encouragés par sa croissance et sa large admission. Actuellement, 27 pays y participent bénévolement. Ces pays représentent les trois quarts de la population africaine. Plusieurs autres pays sont attendus tôt ou tard. Depuis son commencement, les pays africains participants ont démontré leur détermination pour le succès du MAEP et pour qu'il soit leur propriété et dirigé par eux. Au niveau continental, ils ont financé une partie considérable de son budget (près de 75 pour cent). En réalité, les leaders africains gardent jalousement son appropriation.

Le processus d'évaluation des paires a maintenu le plus haut niveau d'intégrité. En tant que Panéliste, je peux certifier qu'aucun Chef d'Etat ni aucun Pays n'a en aucun cas tenté d'influencer le résultat du processus d'évaluation.

Beaucoup de personnes de bonne foi ont insisté auprès de nous pour appuyer le besoin d'aller plus vite et de couvrir plus de pays. Laissez-moi-vous assurer de la détermination des pays du MAEP et du Panel de ralentir la hâte. La rapidité ne devrait pas remplacer la qualité et l'intégrité. Pourrais je saisir cette opportunité pour exprimer notre gratitude à l'égard des donateurs qui ont soit apporté des contributions au Trust Fund du MAEP soit soutenu le processus national d'autoévaluation. Cependant, La véritable mesure du succès du MAEP repose sur l'accomplissement total des Programmes d'Action Nationaux (NPOA) émanant de l'exercice. Ces programmes ont pour but de corriger les défis de gouvernance identifiés durant le processus.

La semaine dernière (8-9 Novembre 2007), le APR Panel en collaboration avec le Gouvernement algérien, ont organisé un atelier de travail qui a porté sur l'allégement et la traçabilité rapide du processus du MAEP sur la base de l'expérience partagée et de l'apprentissage des paires.

Plus de 100 participants de 13 pays ayant finalisé ou lancé le processus, ainsi que nos partenaires stratégiques (CENUA, PNUD et la Banque de Développement Africaine), le Secrétariat du NEPAD et l'Institut de Recherches National ont aussi participé.

Parmi les objectifs de l'atelier il y a la révision de la méthodologie adoptée par le MAEP depuis son commencement, la révision du questionnaire et la conception du cadre de recherche du prototype pour faire le rapport des programmes d'actions nationaux. Puis je saisis cette opportunité encore une fois pour exprimer nos remerciements à son Excellence Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire et l'un des Chefs fondateurs du NEPAD.

En conclusion, je souhaite au 9th Forum de Partenariat avec l'Afrique plein succès dans ses délibérations.

Je vous remercie tous pour votre attention.